

Une marche pour l'emploi et l'avenir de la Seine -Saint -Denis !

le 17 JANVIER 2013 TOUS ENSEMBLE

La dépression économique que nous traversons ne cesse d'être instrumentalisée par le patronat pour tenter d'imposer ses revendications. Un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, à l'exil fiscal, est développé par le patronat pour obtenir des décisions sur le terrain de la flexibilité, de la fiscalité, du « coût du travail ». La hausse de la TVA, l'allègement des cotisations patronales, et le matraquage sur le supposé « coût du travail » permettent dans le même mouvement au MEDEF de faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants et des trésoreries florissantes, alors que la désinté-



gration des filières industrielles, le chômage et la précarisation se poursuivent en France et en Europe.

A cela s'ajoute la pression des marchés financiers qui ont imposé à notre pays, l'objectif d'un déficit public sous le plafond de 3% du PIB dès 2013, ce qui loin de résoudre le problème de financement de l'Etat et des politiques publiques, va sans aucun doute l'aggraver.



Déjà l'Austérité frappe notre territoire comme en témoignent les difficultés financières de nos collectivités locales, qui représentent pourtant le premier des amortisseurs sociaux.

La Seine-Saint-Denis est non seulement maltraitée par le patronat, mais aussi par l'Etat, qui n'engage pas les moyens nécessaires à l'application concrète de l'égalité républicaine !

Notre département qui paie un lourd tribut dans la crise, est traversé par de multiples luttes. Les salariés de Peugeot Citroën, de Sanofi, de Presstalis, de Roissy et bien d'autres sont engagés dans de rudes batailles pour défendre leurs emplois, et à travers leurs emplois ils défendent aussi le tissu industriel de tout le département.

Dans les écoles, les hôpitaux, les territoires, la fonction publique d'Etat, des mobilisations s'organisent, souvent en lien avec les usagers pour arracher des moyens, maintenir des sites, et contrer la casse du service public.

Notre territoire populaire, où la question sociale est particulièrement prégnante, a autant d'atouts qu'il a de besoins à faire valoir. Les effets de la crise peuvent ici déchirer violemment un tissu social déjà fragile. Mais la Seine-Saint-Denis, a déjà démontré de grandes capacités de résistance et d'action, pour imposer des choix qui répondent aux exigences des salariés, des populations.

La Seine-Saint-Denis c'est aussi une terre riche de sa diversité, du dynamisme de sa jeunesse. C'est un territoire attractif avec un secteur tertiaire qui ne cesse de se développer, des filières de pointe qui s'implantent (imagerie, industrie aérienne et aéroportuaire, studios de cinéma), le 2^{ème} complexe



aéroportuaire européen aux plus de 90.000 salariés dont l'activité génère 10% de la richesse francilienne. Pourtant ici le nombre de privés d'emplois ne cessent d'augmenter (12,4%), chiffre le plus élevé de la région.

Et si nous laissons faire ce sont plusieurs milliers de personnes qui vont venir s'ajouter aux 134 000 privés d'emploi de notre département.

L'urgence sociale ne peut plus attendre!

Des moyens existent pour financer des politiques en faveur du progrès économique et social. A rebours des discours dominants, nous portons notamment l'idée que dépenser plus pour la Santé, pour l'Education et la Formation, pour la Recherche, pour la Culture, pour le Logement Social, pour les Transports et les infrastructures collectives, pour l'Environnement... cela contribue au développement de la productivité et du dynamisme économique. Parce que nous sommes convaincus que l'urgence de la situation exige la construction d'une large mobilisation pour que notre département soit en-



tendu, et que de véritables solutions porteuses d'un développement humain durable s'imposent, nous appelons les salariés, du public, du privé, les privés d'emplois, les jeunes, les retraités, à se mobiliser et à participer à la marche pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis, le 17 janvier rendez-vous à 10h30:

► Pour un départ place des Déportés au Bourget (RER B Le Bourget, Bus 146 et 133), site symbolique car situé à 2 pas de l'aéroport d'affaire.

► Et au départ des grands moulins de Pantin 9 rue du débarcadère (RER E gare de Pantin, Métro 5 Hoche), lieu qui accueille la principale concentration bancaire du 93.



Les 2 cortèges convergeront sur le parvis de la préfecture ou nous demanderons une audience au Préfet.

Il est de plus en plus insupportable d'assister au larmolement du MEDEF, lorsque ces entreprises bénéficient en permanence du travail, de la créativité et des ressources des salariés ainsi que des aides massives de l'Etat, et qu'elles provoquent la désindustrialisation du pays, l'appauvrissement des territoires et la casse de milliers d'emplois du privé comme du public.

Ne laissons plus le MEDEF se présenter en victime, alors que pour l'année 2012 on annonce le versement record de 40 milliards (+13%) de dividendes aux actionnaires du CAC 40 ! Preuve que Les caisses ne sont pas vides pour tout le monde !

Agissons pour que l'Etat et les collectivités territoriales soient exemplaires en matière d'emplois de qualité. Impulsons un mouvement d'ampleur pour ouvrir de nouvelles perspectives à notre département, nous faire entendre et sortir de la crise en imposant une autre répartition des richesses !

Dans l'unité, les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis souhaitent faire grandir le rassemblement pour d'autres réponses à la crise. Un mouvement qui articule défense de nos entreprises, de nos emplois, et de nos services publics.



Marche Départementale Pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis

**Jeudi
17 Janvier
RDV à 10h30**

► Pour un départ place des Déportés au Bourget (RER B Le Bourget, Bus 146 et 133), site symbolique car situé à 2 pas de l'aéroport d'affaire.

► Et au départ des grands moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère (RER E gare de Pantin, Métro 5 Hoche), lieu qui accueille la principale concentration bancaire du 93.

Les 2 cortèges convergeront sur le parvis de la préfecture ou nous demanderons une audience au Préfet.

TOUS ENSEMBLE